

Déclaration des élu (e) enseignants

CA du

LP

Ville.....

Mesdames et messieurs les élu(e)s, ce conseil d'administration se tient alors que textes réorganisant le cycle du BAC Pro ont été présentés dans les instances ministérielles.

Après la mise en place de dispositifs voués et financés pour favoriser l'insertion professionnelle sur le modèle de l'apprentissage (Paiement des PFMP, BDE, TDO, Ambition emploi, etc.), le ministère confirme son choix d'augmenter la durée des PFMP à 12 semaines pour les élèves qui choisissent de travailler après l'examen.

L'année scolaire serait donc ramenée à 22 semaines d'enseignement et 6 semaines de PFMP pour tous, suivies de deux parcours distincts :

- Certain.es entreraient dans un parcours de préparation à la poursuite d'étude en fin d'année sur 6 semaines (à 30 heures par semaines)
- D'autres poursuivant parallèlement leur parcours en stage en entreprise.

Le plus gros des épreuves serait nettement avancé pour l'ensemble des candidat.es au mois de mai ce qui posera sûrement des problèmes d'organisation majeurs pour les établissements.

De l'aveu même du ministère, dans un contexte où l'apprentissage va continuer à se développer-il prévoit une augmentation de l'apprentissage de plus de 300 000 jeunes en pré BAC d'ici 2027- cette volonté de ramener l'année à 22 semaines permettrait surtout de « libérer les plateaux techniques et les enseignant.es pour faire passer les candidat.es libres », de plus en plus nombreux, des CFA ou autres organismes de formations privées.

Contrairement aux annonces, y compris du ministre G. Attal, c'est bien une nouvelle diminution du temps de formation qui est programmée puisque les élèves de 2nd et 1^{ere} BAC PRO passeront à 28 heures par semaine et ceux de terminale à 31,5 h hebdomadaires mais sur 22 semaines. (tableau très explicite dans le projet de lois)

Concernant les classes de 2nd et 1^{ere}, la mise en place de groupes de niveau à effectifs réduits, pour développer les « fondamentaux », se fera au détriment du temps nécessaire à l'acquisition des notions du programme. Ces groupes conçus à partir des tests de positionnement ne permettront pas de faire progresser tous les élèves, ils contribueront à l'externalisation de l'accompagnement des élèves et des apprentissages et finalement limiteront pour certain.es leur accès aux savoirs à ces seuls « fondamentaux ».

Les disciplines générales mais aussi professionnelles, déjà spoliées par les précédentes réformes, ne bénéficieront pas de plus d'heures puisque le ministère se refuse à augmenter le volume horaire hebdomadaire élève et qu'il considère que le temps supplémentaire en entreprises compense la perte d'heures de formation dans nos classes.

C'est donc bien 4 semaines d'enseignement qui sont supprimées pour tous les élèves de terminale. C'est donc moins d'école et plus d'entreprises pour les jeunes scolarisés en LP avec des conditions de travail qui risquent encore de se dégrader.

Enfin, cette réforme entend instrumentaliser nos lycées professionnels pour essayer de répondre au problème de pénurie de main d'œuvre que les politiques du ministère du travail accompagné des régions, n'ont fait qu'amplifier depuis 2018 notamment par la mise en œuvre de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Nous nous opposerons à toute fermeture de filière soi disant pas assez insérante et nous demandons l'ouverture de nouvelles filières qui permettraient d'améliorer les parcours de nos élèves, avec comme objectif l'augmentation de niveau de qualification de toutes et tous par l'obtention d'un diplôme, comme par exemple des classe de BTS dans nos filières existantes.

Nous rappelons ici avec force notre opposition à la réforme en cours des lycées pro, notre opposition au développement de l'apprentissage qui forcerait à la mise en place de la mixité de parcours et de publics dans nos classes.

Nous continuons de porter un projet de lycée professionnel émancipateur, porteur d'une formation globale pour tous les jeunes, avec des heures rendues aux disciplines, respectueux du travail des PLP et des spécificités de l'enseignement professionnel public.

A noter que l'intersyndicale appelle les collègues à une journée de mobilisation nationale et de grève le mardi 12 décembre pour faire entendre notre opposition à ce projet qui n'améliore en rien la formation et l'insertion de nos élèves de LP, bien au contraire.